Pascal BURESI et Hisham EL AALLAOUI, *Gouverner l'Empire. La nomination des fonctionnaires provinciaux dans l'empire almohade (Maghreb, 1224-1269)*

Madrid, Casa de Velázquez, 2013, XIV-549 p. (« Bibliothèque de la Casa de Velázquez », 60)

Yann Dejugnat

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/medievales/7349>

DOI : 10.4000/medievales.7349

ISSN : 1777-5892

Éditeur

Presses universitaires de Vincennes

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2014

Pagination : 201-203

ISBN : 978-2-84292-422-5

ISSN : 0751-2708

Référence électronique

Yann Dejugnat, « Pascal BURESI et Hisham EL AALLAOUI, *Gouverner l'Empire. La nomination des fonctionnaires provinciaux dans l'empire almohade (Maghreb, 1224-1269)* », *Médiévales* [En ligne], 67 | automne 2014, mis en ligne le 09 mars 2015, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/medievales/7349> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/medievales.7349>

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2022.

Tous droits réservés

Pascal BURESI et Hisham EL AALLAOUI, *Gouverner l'Empire. La nomination des fonctionnaires provinciaux dans l'empire almohade (Maghreb, 1224-1269)*

Madrid, Casa de Velázquez, 2013, XIV-549 p. (« Bibliothèque de la Casa de Velázquez », 60)

Yann Dejugnat

RÉFÉRENCE

Pascal BURESI et Hisham EL AALLAOUI, *Gouverner l'Empire. La nomination des fonctionnaires provinciaux dans l'empire almohade (Maghreb, 1224-1269)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2013, XIV-549 p. (« Bibliothèque de la Casa de Velázquez », 60)

- 1 Cet ouvrage est une étude, accompagnée d'une réédition et d'une traduction en français, d'un recueil de lettres de la chancellerie almohade, intitulé le *mağmû' Yaḥyā* (« le recueil de Yaḥyā », manuscrit 4752 de la Bibliothèque *ḥasaniyya* de Rabat). Il s'agit d'une copie datée des XVI^e-XVII^e siècles, reproduisant un formulaire rédigé à la fin du XIII^e siècle par Yaḥyā al-Khadūǧ, un lettré au service du califat almohade tardif. Il comporte soixante-dix-sept actes de nomination de fonctionnaires provinciaux, rédigés entre 1224 et 1269. S'inscrivant dans le renouveau actuel des études sur les documents de chancellerie, l'ouvrage se propose d'articuler l'étude des formes d'organisation territoriale et idéologique de l'Empire almohade, en privilégiant la période tardive, souvent négligée par l'historiographie.
- 2 La première partie, intitulée « Le territoire impérial : de la conquête au démembrement », est consacrée à la construction du territoire et de l'autorité

almohade. Pascal Buresi montre comment l'organisation initiale, très originale, issue du mouvement de réforme religieuse fondé par Ibn Tūmart (m.1130), fut progressivement remplacée par une administration impériale et dynastique nettement plus classique. Après être revenu sur les fondements idéologiques de la révolution almohade, en insistant sur son ancrage sunnite, il met en avant la figure de 'Abd al-Mu'min (1130-1162), le premier calife et le véritable bâtisseur de l'Empire almohade. Dès 1155, celui-ci réussit à mettre en place un système dynastique, qui perdura, sans trop de heurts, jusqu'en 1224. Par la guerre, il parvint à conquérir l'ensemble du Maghreb et d'al-Andalus, en mobilisant les tribus berbères et arabes, et affirma la dimension califale du nouveau pouvoir ainsi que sa vocation à diriger l'ensemble du monde islamique. Il cimentait l'Empire autour d'un dogme élaboré par les plus grands savants contemporains, dans lequel les califes almohades, héritiers d'Ibn Tūmart élevé au rang d'« imām impeccable et Mahdī reconnu », revendiquent pour eux-mêmes l'interprétation de la Loi divine, écartant ainsi les ulémas du processus interprétatif que la tradition sunnite leur réservait depuis le IX^e siècle. Tout en donnant à l'administration des nouveaux territoires un caractère militaire très marqué, le calife 'Abd al-Mu'min poursuivit une politique de ralliement des élites locales pour pérenniser les conquêtes. Pour gouverner cet immense ensemble, les souverains furent condamnés à effectuer des circuits sur les territoires qu'ils voulaient contrôler, seule façon de mobiliser la fidélité et les ressources de leurs sujets. Le pouvoir, dans cette première phase, dépourvu de réelle capitale, était fondamentalement « itinérant ». D'où la tentation de déléguer ce pouvoir à des fidèles sûrs, parmi lesquels figurent en priorité les propres fils du calife et les propagandistes du régime, les « doctes » (*ṭalaba-s*), chargés de diffuser le dogme almohade. Cela n'empêcha ni les résistances, notamment celle des Banū Gāniya, ni les révoltes, mais l'Empire tint sous le règne des quatre premiers califes. Tout comme les Almoravides, ils s'illustrèrent dans le jihad face aux chrétiens, pilier de leur légitimité en al-Andalus, tout en multipliant les trêves et en institutionnalisant, au contraire de leurs prédécesseurs, des relations diplomatiques avec les puissances latines. Mais, avec la défaite de Las Navas de Tolosa (1212) et la mort du calife al-Nāṣir, la structure explosa. Par delà le désastre militaire, les rivalités au sein de la famille régnante autour de la fonction califale libérèrent les forces centrifuges et précipitèrent le démembrement de l'Empire. Cela entraîna une réduction progressive de l'aire d'action des califes almohades au Maghreb occidental et une sédentarisation du pouvoir à Marrakech, sans toutefois que cette construction ne débouche sur la formation d'un « État moderne ».

- 3 La deuxième partie, intitulée « Nominations et fonctions des serviteurs de l'État impérial », propose une étude du fonctionnement concret de l'administration impériale et une réflexion sur la nature du pouvoir almohade dans la phase de l'histoire almohade, marquée par un contexte de crise politique et idéologique. Ces actes de nomination (*taqdīm-s*), dont l'analyse diplomatique et codicologique révèle une codification beaucoup plus grande qu'à l'époque almoravide, permettent de mieux cerner l'organisation concrète de l'Empire, mais aussi son adaptation dans ce contexte de crise. Ils nous permettent notamment de mieux connaître les charges militaires, souvent négligées dans les sources littéraires au profit des charges civiles. On observe un contraste entre le caractère informel des fonctions politiques, militaires administratives et fiscales, que reflète l'imprécision terminologique des titres de gouverneurs, et l'organisation hiérarchique qui apparaît pour les nominations de juges. Quant aux secrétaires de la chancellerie, les Almohades ont exigé d'eux non seulement

la traditionnelle compétence littéraire mais également un savoir juridico-religieux, aboutissant à une fusion des profils autrefois antagonistes du savant-juriste et du lettré. L'évolution du rôle de la chancellerie, rouage central du pouvoir impérial, est particulièrement bien soulignée. Dans la première phase (1130-1224), elle assurait le lien administratif et idéologique entre la « Présence » (*ḥaḍra*) et les relais provinciaux, en diffusant des lettres destinées à être lues dans toutes les Grandes mosquées de l'Empire. À l'inverse, dans la seconde phase (1224-1269), les actes de nomination montrent que le califat almohade, désormais très affaibli, n'est plus qu'un pôle de référence pour la légitimation des pouvoirs locaux qui obtiennent, en échange d'une reconnaissance symbolique d'un califat en déclin, une large autonomie. Cette partie débouche sur l'étude, très suggestive, de l'écriture almohade du pouvoir. Celle-ci est marquée par la coexistence d'un discours califal et impérial, héritée de la première phase, et de glissements sémantiques, révélateurs d'une pratique de gouvernement plus classique. L'utilisation du terme « troupeau » (*ra'īyya*) pour désigner les sujets, renvoyant moins à un pouvoir de justice que de coercition, montre que l'ordre est le fondement du pouvoir, comme l'atteste l'omniprésence du terme *amr* (« ordre »). Ce terme coranique, à forte connotation messianique, évoque une confusion entre le dessein de Dieu et les projets du souverain et fait du calife le représentant de Dieu lui-même (*khalīfat Allāh*), l'unique médiateur entre Dieu et les hommes. Cette conception de l'autorité se traduit par une mutation dans les procédés discursifs de légitimation qui implique un rapport différent à la Révélation. En utilisant le lexique et des racines coraniques, les Almohades visent à créer un langage politique jouissant de la sacralité du Coran. Cette configuration, qui tranche tant avec les modèles sunnites de gouvernement, ainsi que l'usage du concept de *amr*, qui relève plutôt du lexique ismaélien, auraient peut-être mérité un rapprochement avec les modèles shiites, un peu trop rapidement évacués dans les origines du mouvement almohade. Si les nombreuses comparaisons avec l'Empire almoravide sont particulièrement éclairantes pour cerner l'originalité de la construction impériale almohade, il est dommage qu'une telle démarche n'ait pas été menée avec le califat fatimide, à la lumière des travaux récents de Maribel Fierro¹. Quoi qu'il en soit, les *taqdīm*-s renvoient l'image d'un rapprochement avec le malékisme, signe du processus de normalisation, à l'intérieur du sunnisme, du dogme almohade dans cette période de crise.

- ⁴ Cette étude, très riche et très suggestive, participe au renouveau de la diplomatique médiévale et des recherches sur la rhétorique du pouvoir dans le sillage, notamment, des travaux de Benoît Grévin (*Rhétorique du pouvoir médiéval*, Rome, 2008). Elle permet, en outre, d'ouvrir des perspectives en montrant l'influence du Maghreb dans la constitution de normes de chancellerie et, plus largement, sur la participation des périphéries à l'élaboration d'une « norme islamique » trop souvent attribuée aux seules terres centrales de l'Islam.

NOTES

1. M. FIERRO, « The Almohads and the Fatimids », dans B. D. CRAIG éd., *Ismaili and Fatimid Studies in Honor of Paul E. Walker*, Chicago, 2010, p. 161-175.